



FINANCIÈRE
DE L'ARC

LETTRE HEBDOMADAIRE N°707

2 octobre 2026

LES CHIFFRES DE LA SEMAINE



4,98 %

Le rendement à 10 ans de
l'OAT française le 2 octobre,
soit au plus haut depuis 2002

**3 596 milliards
d'euros**

La dette publique à fin juin
2026 de l'ensemble des
administrations françaises,
selon les critères de
Maastricht, recensée par
l'INSEE

**20 235 milliards
d'euros**

La richesse nette de la France,
fin 2025 selon l'INSEE



par Arnaud BENOIST-VIDAL,
gérant d'actifs

L'ÉDITO D'ARNAUD

« Les dettes, cette fortune négative »

Cette citation de 2014 du regretté Philippe Bouvard, écrite dans son ouvrage *Bouvard de A à Z*, résume à elle seule la situation actuelle de la France et de tous ses contribuables. Nous vivons depuis 1974 (date du dernier excédent budgétaire, chiffré à 0,1 % du PIB), soit depuis plus de 50 ans, dans un pays qui dépense plus qu'il ne gagne. Cet État-providence est en théorie une structure nationale des plus solides, car l'économie française est l'une des plus importantes au monde (la 7^{ème} en 2025). Le travail effectué au fil des siècles par tous nos aïeux, ainsi que le nôtre aujourd'hui, a permis d'accumuler une richesse nationale nette (actifs moins dettes, y compris celles de l'État) colossale, estimée par l'INSEE à 20 235 milliards d'euros en 2025. **Alors, soyons logiques et réalistes. La France ne doit pas faire faillite et doit simplement faire face à cette tension en effectuant les bons choix.** Le marché nous y contraint. Nous dressons donc le bilan actuel et explorons les différentes pistes permettant de rassurer nos créanciers.

Des États endettés face à la richesse des autres agents économiques

Selon un rapport de l'INSEE publié le 29 septembre, la dette de l'ensemble des administrations publiques françaises à fin juin, au sens de Maastricht, s'établissait à 3 595,5 Md€, soit 119 %

du PIB. Au-delà de ce ratio, ce qui effraie est l'accroissement respectif de celle-ci de 75,8 Md€ et de 59,6 Md€ au premier et au deuxième trimestre. C'est un fait incontestable : les finances publiques vont mal et la situation s'aggrave. La France n'est cependant pas un cas isolé, puisque le géant américain aux pieds d'argile affiche un ratio similaire de 122,6 % au premier trimestre, selon la Réserve fédérale de Saint-Louis. L'endettement public est un fléau mondial actuel et, en avril dernier, le FMI avait tiré la sonnette d'alarme avec des chiffres édifiants : un ratio de 94 % du PIB mondial en 2025 qui devrait atteindre 100 % en 2029, un niveau inédit depuis la Seconde Guerre mondiale. La tension française intervient dans un contexte de hausse de l'inflation, principalement en raison du conflit dans le Golfe persique, et de dégradation généralisée des finances publiques. Les créanciers réclament davantage de prime de risque et cela se traduit par un supplément de rémunération de 150 points de base (1,50 %) aujourd'hui pour la France par rapport à l'Allemagne. De surcroît, les *hedge funds* se sont fait un malin plaisir de spéculer contre notre dette à l'approche de la présentation du futur budget à l'Assemblée nationale.

➔ La suite page suivante

VOTRE CONTACT



Axelle RIESI

Responsable
des relations partenaires



ariesi@financieredelarc.com



06 58 11 84 85



LA SUITE DE L'ÉDITO D'ARNAUD

Des ménages et des entreprises non financières riches

Cessons de nous lamenter et faisons le bilan des agents économiques au patrimoine net excédentaire. En France, en 2025, les ménages et les entreprises non financières disposaient d'une richesse nette respective de 15 298 et de 4 063 milliards d'euros, soit 96 % de la richesse nationale nette. Ce sont donc les piliers de la solvabilité de notre pays et ces deux acteurs ont vu leurs actifs nets progresser l'année dernière. Il faut également noter que les actifs financiers des citoyens avoisinaient 7 187 milliards d'euros.

Un plan en plusieurs étapes pour restaurer la confiance

Dans l'esprit collectif, la dette de l'État est logée dans une structure à part et ne nous concerne pas. C'est entièrement faux : son poids repose sur chacun des 69 millions d'habitants de la métropole et des départements d'outre-mer, soit plus de 52 000 euros par personne à fin juin. Prenons un exemple tout simple : lorsque nous achetons une maison de 300 000 euros, financée à 100 % par crédit, notre patrimoine net n'augmente pas de 300 000 euros. Il progressera au fur et à mesure que la dette sera remboursée. C'est exactement la même chose avec l'État.

Ne paniquons pas : nous n'avons pas besoin de rembourser intégralement cette dette aujourd'hui et nos actifs ne seront pas ponctionnés de la totalité des sommes dues. Nous devons simplement convaincre nos créanciers de notre crédibilité. Cela doit se faire en plusieurs étapes. La première consiste à adopter un budget cohérent ; la balle est donc dans le camp du

gouvernement et des députés de l'Assemblée nationale. Ce sera un premier test de solidarité nationale. La seconde consiste à élire un président ou une présidente, ainsi que des députés, soucieux et capables de restaurer durablement les finances publiques. C'est-à-dire d'atteindre à terme un excédent primaire (i.e. hors charges d'intérêts), lesquelles continuent malheureusement de s'alourdir.

À fin juillet 2026, le solde d'exécution budgétaire sur les sept premiers mois de l'année était déficitaire de 145,91 milliards d'euros, contre 141,69 milliards d'euros à fin juillet 2025. Ce qui montre que ce n'est pas tant l'aggravation de la situation actuelle qui inquiète les investisseurs que l'absence de visibilité. À fin juillet 2026, les charges de la dette de l'État atteignaient 44 milliards d'euros. Pour dégager un excédent primaire en 2026, il aurait fallu réaliser un effort d'une centaine de milliards d'euros, à la fois sur les dépenses et sur les recettes. En plus de la situation nationale, l'ensemble des États déficitaires doivent réduire leurs déficits, y compris les États-Unis. De surcroît, la fin du conflit dans le Golfe persique ferait baisser l'inflation et donc les taux d'intérêt nominaux, même si les taux réels resteraient à un niveau élevé, en l'absence d'efforts suffisamment convaincants. En dehors de ces éléments, la véritable question de 2027 n'est peut-être pas : « Qui va gagner ? » C'est peut-être plutôt celle-ci : **quel candidat osera expliquer aux Français comment il compte faire croître l'économie plus vite que les intérêts de sa dette, en l'absence d'un État-providence ?**

VOTRE CONTACT



Axelle RIESI

Responsable
des relations partenaires



ariesi@financieredelarc.com



06 58 11 84 85



FINANCIÈRE
DE L'ARC

Financière de l'Arc est une société de gestion **entrepreneuriale**, majoritairement détenue par ses dirigeants fondateurs.
Les **compétences pluridisciplinaires** de notre équipe permettent de bâtir des solutions d'investissement adaptées pour une clientèle de professionnels et de particuliers.

NOS SOLUTIONS



GESTION COLLECTIVE

DES OBJECTIFS D'INVESTISSEMENT SPÉCIFIQUES

Une gamme de fonds complémentaires pour répondre aux principaux besoins de nos investisseurs : Obligations internationales, actions de l'Union européenne, fonds diversifiés,...



GESTION PILOTÉE

UNE VRAIE MULTIGESTION INDÉPENDANTE

Gagnez en réactivité pour la gestion de vos contrats d'assurance-vie ou de capitalisation et exploitez au mieux l'univers d'investissement disponible : nous agissons pour vous.



GESTION DÉDIÉE

DU SUR-MESURE POUR VOTRE INVESTISSEMENT

Une approche haut de gamme grâce à une large palette de supports d'investissement disponibles. La stratégie est définie et évolue précisément en fonction de vos besoins.



www.financieredelarc.com



04 42 53 88 90



[Suivez-nous sur LinkedIn](#)

Avertissement

Ce document à caractère promotionnel est destiné à des clients professionnels et non professionnels au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de la Financière de l'Arc. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par la Financière de l'Arc à partir de sources qu'elle estime fiables. Les perspectives mentionnées sont susceptibles d'évolution et ne constituent pas un engagement ou une garantie.

Les chiffres des performances citées ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. La Financière de l'Arc ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers.